

Bras armé du patronat quand il permet d'affaiblir l'État-providence et de délivrer le capital des régions riches du fardeau de la solidarité, le nationalisme régional peut parfois constituer un puissant relais des classes subalternes. En Ecosse, le referendum sur l'indépendance de cette nation constitutive du Royaume-Uni a ainsi, plus que jamais, cristallisé les frustrations à l'égard du modèle économique et social imposé par Westminster.

Année faste que 2014 pour les « Nations sans Etats » du Vieux Continent. Outre le scrutin belge du 21 mai qui a porté les nationalistes flamands à un score jamais atteint, plusieurs referendums d'autodétermination ont été ou sont en passe d'être organisés². Prochaine en date, celui du 18 septembre portant sur la sécession de l'Ecosse du Royaume-Uni présente un caractère inédit : pour la première fois, l'intangibilité des frontières pourrait être remise en cause dans un État membre de l'Union européenne. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que les passions que déchaîne cette consultation débordent les îles britanniques, et viennent nourrir les luttes de tout ce que compte le Vieux Continent de séparatistes. Aussi pouvait-on apercevoir, au détour d'une marche indépendantiste à Edinburgh, un groupe affilié au sulfureux Cercle des étudiants nationalistes (NSV), proche du Vlaams Belang. Sur leur bannière, une inscription en signes gothiques : "*Scotland and Flanders, One Struggle: Freedom!*".

Par ce slogan, le mouvement néofasciste suggérait l'existence d'un idéal d'émancipation nationale partagé par l'ensemble des organisations militants pour l'autodétermination. Ce raccourci douteux, également mobilisé par des formations plus modérées telles que la N-VA, laisse perplexe quand il est repris par la presse généraliste, prompte à présenter le régionalisme comme un projet monolithique, qui ne se distinguerait que par quelques nuances programmatiques adaptées au contexte local (*v.infra*). Au contraire, le souffle indépendantiste est brassé de courants politiques qui divergent parfois fondamentalement. Et si la complexité de ces mouvements ne saurait être comprise à l'aune du seul clivage gauche-droite³, les réduire à leur dimension institutionnelle n'en est pas moins inepte.

Un gouffre sépare notamment le régionalisme progressiste auquel se rattachent les indépendantistes écossais du populisme de riche défendu, par exemple, par leurs homologues flamands et nord-italiens. Loin des discours identitaires dénonçant les mécanismes de solidarité comme autant de transferts indus aux régions et catégories sociales réputées parasites, ceux qui comptent arracher un Yes fatal à trois siècles d'union politique avec l'Angleterre placent le débat à un tout autre niveau.

Nationalisme inclusif

Au pays du « *Single Malt* », la figure du « migrant profiteur », abondamment mobilisée par les régionalistes identitaires, n'a pas sa place dans le projet indépendantiste⁴. Ce dernier bénéficie d'ailleurs de la sympathie de nombreux étrangers, révoltés par le climat xénophobe entretenu par le gouvernement conservateur britannique. Chef de file de l'indépendance, le leader du Parti National Ecossais (SNP, centre gauche) et Premier Ministre Alex Salmond, entend rompre avec les politiques restrictives, inadaptées aux besoins d'une Ecosse vieillissante et en déclin démographique⁵. Il cultive pour ce faire une image d'ouverture : programmes de lutte pour l'égalité

¹ Par Gregory Mauzé, chargé d'analyses et d'études à l'Association culturelle Joseph Jacquemotte – Septembre 2014

² Lors d'une consultation, non-reconnue par Rome, organisée le 21 mars par internet dans la ville de Venise portant sur l'indépendance de la Vénétie, 89% des électeurs virtuels se sont prononcés pour la sécession de cette riche région du reste de l'Italie. Egalement non-autorisée, un referendum d'auto-détermination est en passe d'être organisé le 9 novembre dans la région espagnole de Catalogne.

³ Seiler, Daniel-Louis, "*Défendre la périphérie*", in Delwit, Pascal (dir.), "*Les partis régionalistes en Europe*", Editions de l'ULB, 2005

⁴ En Italie, dans le petit village de Coccaglio, on se souviendra des sinistres « Noël blancs », véritables chasses aux clandestins orchestrés par le maire de la commune, membre de la Ligue du Nord, ou des appels de son président Umberto Bossi à chasser les boat-people à coup de canon. La posture anti-immigrée de la N-VA, certes plus mesurée, ne l'a pas empêché d'appeler à l'arrêt de l'aide médicale d'urgence aux migrants illégaux malades du sida qui n'accepteraient pas la procédure de retour volontaire.

⁵ Klimes, Michael, "*Scottish Independence: SNP's Alex Salmond Wants Immigration Green Card System*", 26 novembre 2013, International Business Times, ibtimes.co.uk

(notamment via la campagne « One Scotland »), garanties dans l'accès aux soins et à l'éducation pour les nouveaux arrivants, mesures prises pour humaniser les procédures d'asile, etc.

Comme les Britanniques résidents au Royaume-Uni, les 400 000 étrangers communautaires et extraeuropéens sont invités à se prononcer lors du referendum d'autodétermination. Les 900 000 Écossais non résidents en sont, pour leur part, exclus. Ces modalités furent vertement critiquées par les⁶ unionistes, composés principalement des trois grands partis britanniques conservateur, travailliste et libéral-démocrate : les expatriés sont en effet réputés favorables au statu quo⁷. Si les calculs stratégiques ne sont sans doute pas étrangers au choix du SNP, celui-ci reflète également du refus du camp du *Oui* de fonder la future nation sur des éléments ethnoculturels. Pour le SNP comme pour les indépendantistes du parti Vert et du Parti Socialiste Écossais (SSP, gauche radicale), le nouvel État ne saurait être défini que sur une base résolument civique. Conformément, en cela, à une identité écossaise fondamentalement régionale et politique⁸.

L'Identité sociale, fer de lance de la Nation

Certes, les indépendantistes n'ont pas manqué, dans le bras de fer qui les oppose aux unionistes, de mobiliser les spécificités culturelles écossaises. De même ne ratent-ils pas une occasion de raviver la flamme patriotique en s'appuyant sur la tumultueuse histoire des relations anglo-écossaises. Des *Highlands clearances* du XVIIIe siècle, qui expulsèrent des paysans des hautes terres au profit des grands propriétaires anglais au massacre de Glencoe, celle-ci est jalonnée d'évènements prompts à attiser les ressentiments envers l'*envahisseur anglais*⁹. Reste que la percée significative du sentiment national constatée ces trente dernières années tient moins du vieux patriotisme romantique qu'à l'évolution des conditions matérielles de la population locale. A cet égard, les politiques socialement dévastatrices mises en place par Margareth Thatcher à partir de 1979 ont alimenté le sentiment national plus sûrement que tous les chefs d'œuvre de la renaissance écossaise.

Le développement du Welfare State durant les décennies qui suivirent la Seconde Guerre mondiale avait pourtant constitué un solide ciment pour l'identité britannique, alors porteuse d'un idéal émancipatoire et de progrès social. L'application brutale des préceptes néolibéraux la fit voler en éclat. Acquis à la Gauche et dépendante en grande partie de l'emploi industriel et public, l'Écosse se trouva en première ligne face à la croisade de la Dame de fer contre la société ouvrière. Au nom d'un nationalisme sans concession, conquérant et assimilationniste, Mme Thatcher entendait bien imposer la volonté de la majorité anglaise à ce qu'elle considérait comme une province indocile. Jusqu'alors tacitement pris en compte par Londres, les intérêts de la région périphérique furent allègrement ignorés par la nouvelle administration, qui réduisit drastiquement les aides régionales. « *Thatcher n'est pas seulement jugée pour avoir démantelé le consensus keynésien*, explique le chercheur George McKechnie, *mais pour avoir disqualifié l'idée selon laquelle la majorité de l'opinion écossaise pouvait avoir quelconque influence sur les décisions qui concernaient l'Écosse* »¹⁰.

Indépendance contre révolution conservatrice

L'effondrement des conservateurs vint consacrer la rupture politique avec l'Angleterre : d'un score moyen de 31.25% pour la décennie 1970, ceux-ci chutent à 23.87% durant leurs 17 années de pouvoir consécutif (pour 39.3 sur l'ensemble du Royaume-Uni). Ce divorce des opinions écossaises et anglaises s'illustra également par une hausse du SNP, qui adopta un programme radicalement anti-thatchériste, et par le ralliement de nombreuses figures du mouvement ouvrier à la cause autonomiste, dont celle, emblématique, du dirigeant travailliste Jim

⁶ Plus radical, le Parti National du Royaume Uni (Ukip, droite radicale souverainiste) ira jusqu'à enjoindre aux nouveaux arrivants convoqués aux urnes de ne pas prendre part à un scrutin qui ne concernerait les *Real Scots*. Scott Minto, "The "foreigner" vote", août 2013, wingsoverscotland.com

⁷ Tricot, Catherine, "« Thatcher a été un carburant du sentiment national écossais »", 8 septembre 2014, regards.fr

⁸ McIntosh, Alastair et Véréne, Nicolas, "Quand l'Écosse distribue les terres", Le Monde Diplomatique, novembre 2001

⁹ Quitte, d'ailleurs, à passer sous silence la pleine cooptation des élites locales à l'histoire impériale britanniques.

¹⁰ McKechnie, George, "The Decline of Britishness in Scotland since 1979", octobre 2007, academia.edu

Sillars. La dégradation d'à peu près tous les indicateurs économiques et sociaux¹¹, dus tant à la crise qu'à sa gestion néolibérale, allait donc contribuer à forger un sentiment d'identité nationale d'ordre politico-économique, terreau des indépendantistes. Outre les luttes sociales dirigées contre le désengagement de l'État, un important mouvement de désobéissance civile se forma notamment contre l'introduction, dans la seule Ecosse, d'une réforme de l'impôt particulièrement inéquitable (la *Poll Tax*)¹². Sans se détourner de la gauche, les populations fragilisées s'orientèrent alors plus volontiers vers la cause indépendantiste.

En 1979, à l'entame de la révolution conservatrice, 38% des Écossais se considéraient avant tout britannique. En 1997, lorsque le gouvernement travailliste instaura la dévolution des pouvoirs qui rétablit le Parlement écossais, ils n'étaient plus que 24%. De façon prévisible, ce délitement s'est accentué avec le retour des conservateurs en 2010. L'annonce d'un plan d'austérité de 7.2 milliards d'euros et de la possibilité désormais donnée aux universités de tripler les droits d'inscription conduisit, un an plus tard, à un raz de marée des indépendantistes à l'assemblée autonome. L'auto-identification britannique en Ecosse, recula parallèlement à 19%¹³. Il n'est dès lors guère étonnant de constater que le camp du Oui, qui fait, à la veille du référendum, jeu égal avec un Non longtemps donné gagnant, doit sa spectaculaire remontée dans les sondages à l'évolution de l'électorat travailliste¹⁴.

Solidarité contre individualisme

On le voit, c'est avant tout l'impossibilité de conduire une politique de progrès social dans le cadre unitaire originelle qui a délégitimé le cadre d'action britannique. A contrario, les avancées réalisées au sein de la nouvelle entité autonome¹⁵ et son volontarisme dans le domaine socio-économique ont imprimé une forte tonalité progressiste à l'idée souverainiste. Les autorités d'*Hollyrood* (siège des pouvoirs législatifs et exécutifs locaux), sont ainsi parvenues, dans une certaine mesure, à neutraliser certaines mesures néolibérales décidées à Westminster. Pour une société écossaise auxquels les aléas de l'histoire ont renforcé les aspirations égalitaires¹⁶, le projet indépendantiste comme instrument de libération de la tutelle viscéralement individualiste de l'Angleterre conservatrice s'en est trouvé légitimé.

En dépit des lignes de fractures qui traversent toutes larges coalitions¹⁷, le camp indépendantiste se situe donc aux antipodes des partis régionalistes de droite populistes, qui se réclament pourtant de leur combat. Alors qu'il vise, en Ecosse, à réhabiliter l'égalité et la justice sociale mises à mal par l'État central, ces partis ont, comme la N-VA, construit leur popularité sur le rejet de la solidarité interrégionale. L'Ecosse ne contribuant qu'à hauteur de 9% du PIB britannique (légèrement au-dessus de sa population (8%)), sa sécession n'aurait qu'un effet marginal sur le reste du pays, à l'inverse de la Flandre ou de l'Italie du Nord dont dépendent pour bonne part la prospérité de leurs pays respectifs. De même, la question de la solidarité interpersonnelle ne se pose pas avec la même acuité qu'en Belgique, l'essentiel de la sécurité sociale ayant déjà quitté le giron national. Si la thématique des réserves pétrolières a constitué un enjeu majeur du scrutin, ce fut davantage pour légitimer la viabilité d'une Ecosse souveraine que pour attiser l'égoïsme national.

Tandis que la N-VA ou la ligue du Nord affichent sans vergogne leur proximité avec les milieux patronaux locaux, le grand capital financier et industriel semble redouter plus que toute la perspective d'un éclatement du

¹¹ Leydier, Gilles, "*Les années Thatcher en Écosse : l'Union remise en question*". In: Revue française de science politique, 44e année, n°6, 1994

¹² *Loc.cit.*

¹³ Carrell, Severin, "*Identity crisis: are we becoming a disunited kingdom?*", The Guardian, 6 octobre 2011

¹⁴ Bernard, Philippe, "*Londres multiplie les concessions pour empêcher le oui écossais de gagner*", Le Monde, 8 septembre 2014

¹⁵ Dont une importante réforme agraire dans ce pays où la distribution des terres est particulièrement inégalitaire. McIntosh, Alastair et Nicolas, Véréne, "*Quand l'Ecosse distribue les terres*", Le Monde diplomatique, novembre 2001

¹⁶ Sur à peu près tous les sujets, les enquêtes d'opinions réalisées en Ecosse révèlent des préférences politiques nettement plus à gauche qu'en Angleterre. Leydier, Gilles, *loc.cit.*

¹⁷ Sur les ambiguïtés du projet indépendantistes défendu par le SNP, lire Dixon, Keith, "*Les ambitions du nationalisme écossais*", Le Monde diplomatique, septembre 2014

Royaume-Uni¹⁸. Alors que le camp indépendantiste compte ses partisans au sein du monde de l'entreprise (notamment parmi les PME), le capitalisme financiarisé craint plus que tout l'apparition d'un État régulateur au nord du Royaume-Uni résiduel. De British Petroleum à la Royal Bank of Scotland, les fleurons économiques du Pays se sont jointes aux partis unionistes et à la communauté internationale pour mettre en garde des dangers de l'indépendance¹⁹. Cette pression conjointe n'est pas sans rappeler le chantage exercé par les thuriféraires de l'austérité sur les électeurs grecs, tentés de rejeter cette dernière par un vote pour la coalition de gauche radicale Syriza lors des scrutins législatifs de 2012. Outre le flou économique entretenu par le gouvernement nationaliste (qui inquiète également dans le camp indépendantiste), le saut dans l'inconnu d'une Nation bien peu disposée à l'égard de la doxa néoclassique n'augure, en effet, rien de bon pour les affaires.

Contenu de classe

Nationalisme civique, citoyenneté inclusive, égalitarisme, justice sociale... autant de branches constitutives du mouvement indépendantiste écossais en totale contradiction avec l'ADN du populisme de droite tel qu'il peut se manifester dans les régions prospères d'Europe. Les efforts de récupérations de la part de ces derniers, qui font figure de baiser de la mort pour le SNP, ont d'ailleurs été vivement condamnées les leaders nationalistes, qui rappelle leur rejet ferme de tout nationalisme identitaire²⁰. Les franges les plus à gauche du camp indépendantiste entendent, elles aussi, tordre le cou aux tentatives de mystifications de ces encombrants « alliés », en rappelant les fondamentaux de leur engagement en faveur de l'indépendance. « *Notre motivation est avant tout de défendre une communauté dévastée par les politiques néolibérales de Westminster, explique Colin Fox, président du Parti Socialiste Ecossais. Il est évident que si l'indépendance se faisait au profit des classes possédantes, nous serions les premiers à la rejeter* ».

Il s'est néanmoins trouvé nombre de commentateurs à mobiliser l'argumentaire confusionniste postulant l'unicité de la lutte pour l'autodétermination, décrit comme un idéal confinant au religieux, déconnecté des réalités socio-économiques. Ainsi l'éditorialiste Béatrice Delvaux, citant l'historien Bruno De Wever, expliqua-t-elle que « *les nationalismes ne sont ni de gauche ni de droite* », seul comptant « *ce qui, dans l'instant, leur permet le plus efficacement d'atteindre leur objectif indépendantiste* »²¹. Un raisonnement repris par le politologue Dave Sinardet, qui renvoie les divergences idéologiques supplémentaires à un simple vernis à vocation instrumentale²². Cette perception erronée du fait nationaliste contribue en réalité à occulter le programme économique et social derrière lequel avancent les formations régionalistes de droite. Ceci est particulièrement prégnant pour le cas belge. Comme l'explique l'ancien journaliste au *Standaard* Guido Fonteyn, « *Bart De Wever ne veut pas scinder la Belgique pour des motifs culturels ou linguistiques, mais pour instaurer un gouvernement fort et basé sur les intérêts d'une élite* »²³.

En Ecosse, en Italie, ou en Belgique, le nationalisme ne constitue jamais une fin en soi, mais un moyen destiné à faciliter la réalisation d'objectifs politiques. Penser le contraire dénote d'une étroitesse de vue fondamentalement idéaliste, qui élude les rapports économiques et sociaux sur lesquels s'appuient ces mouvements. Et empêche, dès lors, d'en saisir leur vraie nature.

¹⁸ "L'indépendance de l'Écosse fait peur aux patrons britanniques", 26 mars 2014, latribune.fr

¹⁹ "Independence referendum: RBS and Lloyds Banking Group will register themselves in England if Scotland votes Yes", 11 septembre 2014, Dailyrecord.co.uk

²⁰ Carrell, Severin, "Europe's nationalists seek solidarity with Scotland's independence campaign", The Guardian, 30 septembre 2013

²¹ Delvaux, Béatrice, "Un pied au fédéral et un autre en Écosse", Le Soir, 10 septembre 2014

²² Sinardet, Dave, "Le nationalisme, de gauche ou de droite?", La Libre Belgique, 11 septembre 2014

²³ Maelschalck, Martine, "« La N-VA est un parti d'extrême-droite »", L'Echo, 9 septembre 2014